A bas la guerre, cessez le feu immédiat !

lundi 16 mars 2026, par Jacques COTTA

A l'ombre du premier tour des élections marquées par une abstention importante, par la mise en ballotage ou l'élection de quelques personnalités locales, par un effondrement du macronisme et des LR, par une poussée moindre que prévue du RN, par la mise en difficulté de nombreux socialistes, et par une percée de LFI dans les grandes villes, la guerre déclenchée contre l'Iran par les Etats-Unis et Israel dans l'illégalité totale, au mépris du droit international, continue.

Benyamin Netanyahu se montre satisfait des dernières déclarations de son allié **Donald Trump** qui fait peser la menace de troupes américaines par milliers, déléguées sur le théâtre des opérations, et de son appel à la France, la Chine, la Grande-Bretagne et le Japon pour qu'ils s'engagent dans le conflit dans le détroit d'Ormuz, passage obligé pour l'acheminement d'une bonne partie du pétrole qui arrose la planète.

La force de frappe des Etats-unis n'a vraisemblablement pas grand chose à faire de l'appoint militaire des pays concernés. Sa démarche est politique. Il s'agit d'affirmer clairement à tout réticent que la loi du plus fort n'est pas contestable. Il demande la présence de la France et autres, même symbolique, qui doivent faire acte d'allégeance au maitre du monde, au risque d'être considérés comme adversaires qui devront le moment venu payer la note.

Cette logique s'inscrit dans la continuité de la politique américaine qui a exigé des pays européens notamment qu'ils portent à 5% de leur produit intérieur brut le montant de leurs dépenses militaires. L'industrie d'armement, américaine en premier lieu, est la grande gagnante de la situation où dominent drones, missiles et toute autre arme de destruction massive.

Donald Trump est engagé dans une escalade qui était prévisible, sur laquelle certains de ses plus proches conseillers l'avait alerté.

Côté avantages, le rapport de force militaire en faveur des Etats-Unis semble incontestable et apparait au grand jour.
Côté inconvénient, l'incohérence politique et la fuite en avant menacent chaque jour un peu plus le président américain.

Trump s'était engagé à une guerre éclaire, limitée à la destruction des capacités militaires iraniennes. Peut-être sous la pression de Netanyahu, il a vite dépassé l'objectif fixé, liquidé les sommets de l'état iraniens, attaqué les infrastructures de l'état plus largement, jusqu'à viser les ressources pétrolières, l'industrie d'énergie, et certaines infrastructures civiles.

Nul ne sait, et pas plus Trump que quiconque, comment mettre fin à cette guerre qui embrase toute la région, et qui au delà peut atteindre l'équilibre instable du monde.

L'allié israélien sait lui quel est son objectif. S'appuyant sur la situation iranienne, Netanyahu a engagé une nouvelle opération qui vise le sud Liban et prévoit d'en annexer une partie, officiellement pour assurer la sécurité d'Israël contre le Hezbollah, a pour but l'annexion du plateau du Golan, de la Cisjordanie et de la vallée du Jourdain, poussant toujours plus loin sa politique de colonisation qui s'inscrit dans le viol des dizaines de résolutions de l'ONU et du droit international.

Ces politiques se mènent au nom de la liberté des iraniens et de la sécurité des israéliens.

Les bombes ne permettront d'assurer ni l'un, ni l'autre. La rancœur et la haine réciproque risquent de marquer les décennies à venir. L'occident portera la responsabilité d'un chaos profond et durable, jusque dans la solution folle envisagée par des stratèges déboussolés, de voir organisée la partition de l'IRAN.

La guerre, les bombardements, ne sont jamais dans le contexte actuel la solution. L'Irak et l'Afghanistan par exemple devraient servir d'exemple.

Le désastre que prépare la guerre est moral et géopolitique. Il est aussi économique et n'épargnera personne. Le prix du gazoil à la pompe et de l'énergie en général n'est que le sommet de l'iceberg qui nous touche directement. Les conséquences économiques pour les pays émergents seront plus dramatiques. Les pays d'Asie du Sud-Est, Vietnam, Bangladesh, Pakistan, Philippines notamment devraient être durement touchés par les conséquences de la guerre. Les conséquences de la guerre pourraient aller bien au-delà des pénuries d'énergie… allant jusqu'à provoquer des pénuries alimentaires dramatiques. Selon la BBC, « On pourrait fort bien observer un impact sur la sécurité alimentaire par manque d'Urée, matière première obtenue par le raffinage du pétrole brut, indispensable pour nourrir les sols et leur apporter les nutriments nécessaires à la production alimentaire et à la résistance des cultures aux intempéries ».

Il n'existe aucune légitimation à cette guerre illégale qui viole l'ONU et substitue aux relations internationales la loi du plus fort. En réalité les Etats-unis s'inscrivent dans la foulée de Poutine qui a envahi l'Ukraine, mais bien avant, dans le viol de dizaines de résolutions de l'ONU condamnant dans cette région Israël depuis 1967 pour sa politique de colonisation.

Il n'y a donc aucune légitimation possible de cette guerre qui ne sert que les profits des pétroliers, des distributeurs et des grandes multinationales.
Les Mollahs sont défaits, et nul ici ne le regrettera, bien au contraire. Mais la libération du peuple iranien ne pourra être que l'oeuvre du peuple iranien lui-même.

Cette guerre qui mène à une catastrophe généralisée doit cesser.
Il faut donc un cessez le feu immédiat.
A bas la guerre.

Jacques Cotta
Le 16 mars 2026